

Soutien aux revendications de la jeunesse : une mobilisation historique contre l'injustice et l'austérité

Depuis deux semaines, une mobilisation sans précédent secoue la jeunesse française. Lycéen·nes et étudiant·es se rassemblent pour réclamer un avenir différent de celui que leur réservent les politiques d'austérité des gouvernements Macron : services publics à bout de souffle, inertie face au dérèglement climatique, injustices sociales et fiscales, profits démesurés pour quelques privilégiés, racisme décomplexé, atteintes répétées à l'État de droit...

Révélaient une prise de conscience croissante des défis écologiques, sociaux et démocratiques, la mobilisation actuelle contredit l'image que beaucoup de responsables politiques se faisaient de la jeunesse. Comme les Gilets jaunes en 2018-2019, les jeunes luttent pour leurs droits et montrent une volonté forte de faire entendre leur voix pour un avenir plus juste.

Les 10 revendications de la jeunesse

C'est pourquoi Nouvelle Donne soutient sans réserve les mesures d'urgence demandées par la jeunesse et invite à signer la pétition de *L'Union étudiante* (syndicat étudiant).

Signer la pétition : <https://c.org/d6qBFDmTr>

1. rénover les bâtiments scolaires et universitaires via un plan d'urgence
2. embaucher massivement des personnels éducatifs, de santé, d'accompagnement et d'orientation
3. repenser les rythmes scolaires et universitaires
4. mettre fin à la sélection via Parcoursup et Mon Master ; créer 250 000 places dans l'enseignement supérieur
5. refonder la démocratie lycéenne pour permettre véritablement aux lycéen·nes de participer aux décisions
6. revaloriser les bourses ; rétablir et revaloriser les APL pour toutes et tous
7. garantir réellement l'accès au repas à 1€ pour tous les étudiant·es
8. abroger le plan *Bienvenue en France* instaurant des frais d'inscription différenciés pour les étudiant·es étranger·es ; supprimer la *Contribution de vie étudiante et de Campus* (CVEC)
9. geler les loyers du CROUS ; pérenniser l'encadrement des loyers ; rénover et construire massivement des logements CROUS
10. mettre fin à la répression et aux violences policières contre le mouvement lycéen et étudiant

La répression comme seule réponse

Face à ces revendications légitimes, le gouvernement Lecornu répond par la répression. La « doctrine Nunez-Darmanin-Macron » — résumée par les propos glaçants du ministre de l'Intérieur, Laurent Nunez, se vantant de n'avoir donné « aucune consigne de retenue et aucune limite dans l'usage de l'armement des forces de l'ordre » — illustre une volonté claire : casser le mouvement sans y répondre, par attachement obstiné à une idéologie qui protège les intérêts privés plutôt que l'intérêt général.

Contrôles d'identité et arrestations arbitraires, agressions de manifestant·es mineur·es par les forces de l'ordre, tirs à bout portant, jets de grenades, voitures de police fonçant sur les cortèges, nassage et gazage de manifestant·es pacifiques, mutilations irréversibles : une main arrachée, un œil détruit, une mâchoire fracassée.

Ces méthodes ne visent qu'un objectif : intimider, punir et faire taire la jeunesse. Il suffit de décentrer notre regard et de lire la presse internationale pour comprendre que la France n'est plus perçue comme le pays des droits de l'homme ! Désormais, même des dictatures, comme l'Iran, estiment que la France n'a plus de leçon de démocratie à leur donner.

Nous dénonçons la gestion de cette mobilisation par le gouvernement et par la police, responsables de véritables scènes de guerre contre la jeunesse de notre pays. Nous demandons l'interdiction des grenades, des LBD et des techniques de nasse.

Nous ne nions pas les violences isolées commises par certains manifestant·es, mais nous affirmons avec force que les violences policières ne sont pas admissibles et que cette stratégie répressive mène à une impasse dangereuse. La violence est d'abord institutionnelle et sociale. Ne confondons pas la cause et l'effet, la réaction.

La gauche doit porter les combats de la jeunesse

Face à un avenir de plus en plus sombre — guerres, multiplication des canicules et des événements climatiques extrêmes, services publics abîmés, conditions d'apprentissage dégradées, banalisation de l'extrême droite — la jeunesse a raison de se battre. Parce que l'éducation est un besoin humain fondamental, et non une marchandise ou un investissement productif. De sa qualité et de son accessibilité dépend le développement de chacun·e, et de la société tout entière.

La mobilisation de la jeunesse est un sursaut salutaire, porteur d'espoir et de responsabilité pour la gauche.

2027 approche : les prochaines échéances électorales doivent être l'occasion de mettre en œuvre ces mesures d'urgence. Seule la gauche dispose de la volonté politique pour répondre aux attentes de la jeunesse. À nous de nous donner les moyens de gagner — à la présidentielle comme aux législatives — afin de bâtir une société où l'égalité, la justice et la transition écologique ne soient pas des vaines promesses, mais des réalités tangibles.

La jeunesse se lève, elle exige des actes. Soutenons-la et agissons.